

## Bulletin d'histoire politique

# Le Canada et la Grande Guerre : les nouvelles du front

Aimé-Jules Bizimana



Volume 17, numéro 2, hiver 2009

Le Québec et la Première Guerre mondiale 1914-1918

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054718ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054718ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bizimana, A.-J. (2009). Le Canada et la Grande Guerre : les nouvelles du front. *Bulletin d'histoire politique*, 17(2), 21–43. <https://doi.org/10.7202/1054718ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Le Canada et la Grande Guerre : les nouvelles du front

AIMÉ-JULES BIZIMANA  
*Doctorant en communication*  
*Groupe de recherche sur la communication,*  
*l'information et la société (GRICIS)*  
*Université du Québec à Montréal*

*The less data the ordinary correspondent puts in his  
dispatches the longer he is likely to survive.*

Roland Hill, correspondant du *Montreal Daily  
Star* durant la Grande Guerre

Au mois d'août 1914, le Canada est entraîné dans une conflagration mondiale. Le Dominion doit se porter à la défense de l'Empire britannique qui vient de déclarer la guerre à l'Allemagne suite à la violation de la neutralité de la Belgique. La presse au Canada est alors confrontée à une demande croissante d'informations sur les événements qui se déroulent sur le continent européen, événements auxquels les troupes canadiennes vont prendre une part active. Si la presse se mobilise pour s'acquitter de son devoir d'informer, elle se heurte très rapidement aux réticences du commandement qui n'apprécie pas toujours la présence des journalistes en zone de guerre. La guerre de Crimée (1854-1856) et les reportages du correspondant de guerre anglais William Howard Russell sur le mauvais état des troupes britanniques avaient déjà convaincu les chefs militaires britanniques de la nécessité de contrôler la presse en temps de guerre. La Grande Guerre et ses champs de bataille meurtriers allaient donc être hors de portée des journalistes dont les écrits pouvaient démoraliser les troupes et les populations des pays belligérants.

Cet article expose les événements entourant l'envoi de correspondants de guerre canadiens pour couvrir les activités du Corps expéditionnaire

canadien et le conflit mondial ainsi que les conditions qui ont caractérisé l'exercice du journalisme de guerre entre 1914 et 1918. Les premiers mois de la guerre sont marqués par une interdiction formelle des correspondants de guerre. Comme en Grande-Bretagne, le Canada va autoriser l'envoi d'un « témoin oculaire » officiel dont les rapports sur les opérations canadiennes sont acheminés à Ottawa et ensuite distribués à la presse. La couverture journalistique de la Première Guerre mondiale au Canada a été tributaire des décisions du commandement britannique concernant le contrôle de la presse au front. En tant que Dominion, le Canada n'avait aucune autorité pour décider du sort des journalistes canadiens désirant obtenir une accréditation pour le front. Le gouvernement du Canada a joué un rôle d'intermédiaire entre le *War Office* britannique et les journaux canadiens regroupés au sein de l'agence *Canadian Press Limited*. Le premier correspondant de guerre canadien accrédité arrivera au front avec un retard considérable en raison de l'incapacité des membres de la *Canadian Press Limited* à désigner un représentant. Par ailleurs, les moyens financiers limités ont constitué un défi de taille pour les journaux canadiens. Si ces derniers ont réussi à se passer de l'aide gouvernementale pour leurs opérations liées à la guerre outre-mer, ils ont par contre subi la concurrence féroce des journaux anglais et américains plus nantis.

### **Lord Kitchener, l'ennemi des correspondants de guerre**

Le 13 août 1914, le secrétaire d'État aux colonies Lewis Harcourt informe le gouverneur général du Canada qu'on allait permettre qu'un nombre très limité de correspondants de guerre accompagne les forces britanniques et que le gouvernement du Canada pouvait choisir un correspondant qui représenterait toute la presse canadienne sur le terrain. Le télégramme du secrétaire d'État aux colonies précise: Ils seront sujets à un contrôle strict. Aucun journal illustré ne sera représenté et la photographie ne sera pas permise »<sup>1</sup>. Le gouvernement canadien avalise alors la nomination de Thomas T. Champion, correspondant de la *Canadian Associated Press* à Londres pour représenter la presse canadienne. La demande d'accréditation de Champion devait être soumise au *War Office* par le bureau du Haut-commissaire du Canada à Londres. Cependant, peu de temps après le télégramme du secrétaire d'État aux colonies, les autorités britanniques reviennent sur leur décision de permettre aux correspondants de guerre d'accompagner la force expéditionnaire sur le théâtre des opérations.

En Grande-Bretagne, le plus grand adversaire de la presse est Herbert Horatio Kitchener devenu Lord Kitchener depuis la guerre du Soudan

(1898). Au début du conflit 1914-1918, Kitchener est nommé secrétaire d'État à la guerre. Il avait déjà montré son inimitié envers la presse durant la guerre du Soudan et la guerre des Boers (1899-1902). Pour lui, la presse, qui risque de compromettre l'efficacité et la sécurité des opérations militaires, n'est pas la bienvenue sur le champ de bataille. Comme le rapporte un correspondant londonien du *Montreal Daily Star*: «Lord Kitchener est déterminé à n'offrir à l'ennemi aucune fuite d'information et il est pour le moment catégorique en décrétant que personne qui n'est pas un soldat ne doit rien voir du tout des combats réels»<sup>2</sup>. Kitchener défend son refus d'accréditer les correspondants de guerre en prétextant que le général Joffre avait interdit aux correspondants français d'accompagner les armées françaises et que la Grande-Bretagne devait suivre l'exemple<sup>3</sup>. Non seulement aucun correspondant anglais n'a accompagné la force expéditionnaire britannique en France mais la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire du secrétaire au Foreign Office, a demandé aux autorités belges d'expulser tous les correspondants de guerre de la Belgique. L'interdiction des correspondants de guerre est vécue comme une trahison pour la presse britannique qui avait espéré accompagner les troupes en acceptant certes de ne pas révéler des secrets militaires<sup>4</sup>. Le *Daily Telegraph* de Londres regrette que la plus grande guerre des temps modernes soit menée en l'absence totale de narrateurs expérimentés et indépendants<sup>5</sup>. Face à l'impossibilité d'être accrédités, certains correspondants essaient de s'approcher du front à leurs risques et périls, Kitchener ayant ordonné l'arrestation et l'expulsion de tout correspondant de guerre sur le terrain<sup>6</sup>. Le correspondant du *Montreal Daily Star* et du *Toronto Daily Star* Roland Hill se trouve en France dans les premiers mois de la guerre. Avec d'autres collègues anglais, Hill tente par tous les moyens de s'approcher le plus près des combats en essayant notamment d'obtenir un passage sur des trains de ravitaillement. Le correspondant du quotidien montréalais avait obtenu un sauf-conduit délivré par un commissaire de police du Gouvernement militaire de Paris. Le jeu du chat et de la souris entre les correspondants et les autorités militaires françaises et britanniques tourne le plus souvent en faveur des autorités car les correspondants trop persévérants sont arrêtés et poliment ramenés à Paris rapporte Roland Hill<sup>7</sup>. Tenus à l'écart du champ de bataille, les correspondants se retrouvent dans l'obligation d'attendre le retour des soldats blessés et des prisonniers ennemis pour décrire les conditions du front. La politique d'exclusion des journalistes a comme corollaire une prolifération des rumeurs et la primauté des nouvelles officielles.

Pour informer l'opinion britannique sur le déroulement de la guerre, Kitchener concède de nommer un officier de l'armée pour délivrer les nouvelles de la guerre. Cette tâche est confiée au colonel Ernest Swinton

qui est attaché au commandement d'état-major à titre d'*Eyewitness*. Les journaux britanniques n'ont donc pas d'autre choix que de reproduire dans leurs pages les nouvelles fortement censurées du « témoin oculaire » officiel. Avant d'être publiés, les rapports de ce dernier sont passés au peigne fin par les généraux de l'armée et parfois par Kitchener lui-même.

## Le Canada en guerre

Dès la déclaration de guerre à l'Allemagne par la Grande-Bretagne le 4 août 1914, le Canada mobilise une force expéditionnaire de près de 33 000 hommes au camp de Valcartier. « Nos troupes sont en route pour l'Europe » annonce le quotidien *La Presse* le 1<sup>er</sup> octobre. Deux jours plus tard, alors que le premier contingent canadien sous les ordres du lieutenant-général E. A. H. Alderson amorce la traversée de l'Atlantique, Alex Clément, le correspondant de *La Presse* à Londres, révèle que les troupes canadiennes établiront leurs quartiers à Salisbury Plains. Le 14 octobre, les navires canadiens accostent finalement à Plymouth en Grande-Bretagne. La parution des journaux canadiens en Grande-Bretagne avait été suspendue dès le 9 septembre pour garder secret le départ du contingent. Au Canada, la presse commence à publier les détails de la traversée le 15 octobre<sup>8</sup>. Un photographe du *Montreal Daily Star* avait pris des images du contingent au départ sous bonne escorte, mais les images avaient été retenues pendant plus de deux semaines à la demande des autorités militaires canadiennes.

Il faut noter qu'avant la Première Guerre mondiale, le Canada n'avait pas connu de système de contrôle de la presse. Dès le déclenchement de la guerre en août 1914, le gouvernement du Canada instaure le contrôle des communications par câble et des transmissions par télégraphie sans fil. Ces mesures instituées par le décret en conseil C.P. 2029 du 2 août 1914 avaient été planifiées avant la guerre entre la Grande-Bretagne et les dominions de l'Empire<sup>9</sup>. Au Canada, c'est le lieutenant-colonel Charles Frederick Hamilton, ancien correspondant de guerre du *Toronto Globe* pendant la guerre des Boers, qui est responsable d'organiser la censure des communications par câble et sans fil. Hamilton est redevable à la fois aux autorités canadiennes et au *War Office* à Londres.

En ce qui concerne la censure de la presse, l'irruption de la guerre prend de court les autorités canadiennes. Au tout début de la guerre, les autorités militaires sont inquiètes de l'intérêt soudainement accru de la presse du Canada pour les nouvelles militaires. Dans une lettre adressée aux responsables de la presse le 5 août 1914, le ministre de la Milice, le colonel Sam Hughes lance un appel à la prudence : « Dans les graves circonstances aux-

quelles le Dominion, en tant que partie de l'Empire britannique, doit faire face aujourd'hui, je me permets de lancer un appel à tous les journaux canadiens patriotiques, à leurs propriétaires ainsi qu'à leurs personnels, à exercer une sage réserve quant aux affaires concernant les opérations militaires»<sup>10</sup>. Hughes ne manque pas de rappeler les indiscretions de la presse notamment celles des journaux français en 1870<sup>11</sup> qui, dans le passé, ont aidé l'ennemi.

La publication par les journaux canadiens de certains renseignements militaires pousse l'état-major à se pencher sérieusement sur la question. Ainsi le 12 août 1914, le chef d'état-major mandate un des adjoints du censeur en chef pour rencontrer les rédacteurs en chef des principaux journaux à Montréal, Toronto et Ottawa pour vérifier jusqu'où la presse était prête à aller pour coopérer avec les autorités militaires. Les rédacteurs en chef consultés se montrent alors disposés à coopérer pleinement à condition qu'il n'y ait pas d'interférence dans la diffusion des nouvelles sans danger et légitimes et qu'il n'y ait pas de tentative d'ingérence dans les débats purement politiques<sup>12</sup>. Le 17 août, un memorandum sur les devoirs de la presse en temps de guerre (*Memorandum on the Duties of the Press in War*) est distribué aux rédacteurs en chef de toutes les publications au Canada. Ce document confidentiel contient des dispositions regroupées en deux grandes catégories: «ce qu'il faut supprimer et ce qu'il faut publier»<sup>13</sup>. La toute première disposition concernant les nouvelles locales à ne pas révéler a trait à tous les mouvements des troupes. Pour le chef d'état-major, le rôle du censeur en chef en période de guerre est sans équivoque. Il dira à Ernest Chambers qui occupe ces fonctions: vous pouvez amener la presse du Canada à coopérer, comme vous dites qu'ils sont disposés à coopérer, vous rendriez un service aussi important que si vous leviez un bataillon pour le front<sup>14</sup>.

Adoptée le 22 août 1914, la Loi sur les mesures de guerre, précisément en son article 6, confère au gouvernement le pouvoir d'administrer «la censure, le contrôle et la suppression des publications, écrits, cartes, plans, photographies, communications et moyens de communications»<sup>15</sup>. Cependant, c'est à la suite du décret C. P. 1330 du 10 juin 1915, promulgué à la demande insistante des autorités militaires et navales, que la censure de la presse en tant que telle est instituée. Le décret du 10 juin stipule la nomination d'«un censeur des écrits et publications avec le pouvoir d'examiner, considérer, approuver, ou rejeter tout écrit ou publication»<sup>16</sup>. Le 15 juillet 1915, un accord est conclu entre le secrétaire d'État et les représentants de la presse du Canada sur les lignes directrices de la censure de la presse en temps de guerre. Cet accord vise grosso modo la suppression des nouvelles concernant les opérations militaires et navales ainsi que des

déclarations susceptibles de provoquer le découragement des pays alliés et neutres et le mécontentement au pays<sup>17</sup>. La collaboration des agences télégraphiques avec les autorités de la censure se révèle être un atout important pour l'efficacité du système. À ce propos, l'agence *Canadian Press Limited* qui distribue les nouvelles aux journaux canadiens par télégraphe constitue le premier front de la censure. Au mois d'août 1915, le censeur en chef Ernest Chambers nomme Charles C. Knowles et C. Langton Clark de la *Canadian Press Limited* à Toronto comme censeurs de la presse respectivement pour les sections de jour et de nuit<sup>18</sup>. En octobre, le directeur de la *Western Associated Press* à Winnipeg est également nommé censeur de la presse pour la région ouest. Cette collaboration directe permet à la fois au censeur en chef de recevoir les dépêches transmises quotidiennement aux journaux et aux rédacteurs en chef de recevoir rapidement les directives de la censure. Le principe général de la censure repose sur le fait que, comme le dira Chambers, «chaque rédacteur en chef au Canada est supposé être le censeur de son propre journal»<sup>19</sup>. Par ailleurs, les autorités militaires canadiennes et alliées n'hésitent pas à utiliser la presse pour placer volontairement des messages destinés à tromper l'ennemi<sup>20</sup>. Pour les correspondants canadiens en Europe, la situation est différente. Tous les messages câblés de la presse transitant par la Grande-Bretagne sont censurés par le *Press Bureau*<sup>21</sup> mis en place à Londres dès août 1914.

Durant les premiers mois de la guerre, la presse canadienne publie les nouvelles du contingent canadien qui subit l'entraînement dans ses quartiers de la plaine de Salisbury. Une lettre d'un officier de la 1<sup>ère</sup> division canadienne datée du 31 janvier 1915 témoigne, là aussi, de la méfiance de l'armée envers les journalistes :

Les correspondants de guerre envoyés avec nous se sont révélés la nuisance à laquelle je m'attendais. Je vois qu'ils envoient des récits hautement colorés et exagérés de nos difficultés et nos désagréments, ce qui est assez difficile à lire pour nous, mais qui doit être encore pire pour la parenté et les amis au Canada. Ils ont été sermonnés à ce sujet l'autre jour. Mais nous en serons bientôt débarrassés et ce sera pour le bien de tous<sup>22</sup>.

Un correspondant a d'ailleurs été renvoyé pour avoir transmis des nouvelles susceptibles d'être utiles à l'ennemi<sup>23</sup>.

Pour les nouvelles du front, les journaux canadiens, privés de correspondants sur le terrain, sont obligés de publier les récits officiels du témoin oculaire britannique Ernest Swinton et les communiqués officiels des différents belligérants. De temps à autre, des lettres de soldats parais-

sent dans les pages des journaux. Comme partout ailleurs, la guerre a suscité au Canada une forte demande d'information et le public canadien a soif des nouvelles des troupes du Dominion.

En Grande-Bretagne, les pressions des patrons de presse en tête desquels Lord Northcliffe (le propriétaire du *Daily Mail* et du *Times*) et une lettre de l'ex-président américain Theodore Roosevelt poussent les autorités britanniques à fléchir quelque peu leur intransigeance sur la présence de la presse sur le front. La missive de Roosevelt soulignait que l'interdiction des correspondants sur le front était dommageable à la cause britannique aux États-Unis, les seules nouvelles de la guerre parvenant du côté américain étant d'origine allemande<sup>24</sup>. Kitchener accepte finalement d'accréditer un nombre limité de journalistes.

### Un représentant canadien ?

Ce sont les correspondants canadiens non-accrédités qui rapportent l'entrée des troupes canadiennes en action. Dans une dépêche qu'il envoie du nord de la France le 31 décembre 1914, Roland Hill rapporte dans le *Montreal Daily Star* «les premières troupes canadiennes à à atteindre le champ de bataille» et l'arrivée du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* dans les tranchées. Sans accréditation, Roland Hill doit opérer derrière les lignes alliés, le long des lignes de communication et doit transmettre tant bien que mal ses reportages à Londres. Pour les correspondants qui se trouvent officieusement dans le nord de la France, les difficultés de communication leur occasionnent moult retards au niveau de la transmission des dépêches. Certains sont même obligés de regagner Londres, remettre leurs papiers et retourner ensuite en France en évitant de se faire repérer par les autorités.

En février 1915, le ministère des Colonies informe les autorités canadiennes que l'*Army Council* britannique autorise les correspondants de guerre accrédités à se rendre au front uniquement pour de courtes visites. À ce moment-là, le Canada, comme les autres Dominions, avait la possibilité d'envoyer un seul représentant pour le compte de l'ensemble de la presse canadienne. Cependant, les journaux membres de la *Canadian Press Limited*<sup>25</sup> n'ont pas réussi à s'entendre pour désigner le représentant canadien. L'échec du choix était lié à une dispute entre les journaux du matin et les journaux du soir, chaque publication suspectant que le journaliste choisi allait favoriser son employeur en envoyant ses reportages à une heure précise<sup>26</sup>. Par ailleurs, il semblerait que les journaux n'auraient pas été disposés à assumer les dépenses liées à l'envoi d'un correspondant<sup>27</sup>. Dès le début des discussions, le président de la *Canadian*



*Associated Press* Ross Robertson avait fait savoir que la taille limitée de son organisation ne lui permettait pas de prendre en charge un tel service et qu'il laissait le champ libre à la *Canadian Press Ltd*, une organisation avec des moyens plus importants<sup>28</sup>.

En Australie, la presse du Dominion était représentée par Charles E. W. Bean du *Sydney Morning Herald*. Par contre, la nomination unilatérale de Guy H. Scholefield de la *New Zealand Press Association* par le gouvernement néo-zélandais provoquera un bras de fer avec la presse. Le départ de Scholefield sera annulé et on désignera, cette fois-ci après concertation, Malcom Ross (*Otago Daily Times, Press*) à titre de représentant néo-zélandais.

Au Canada, le gouvernement Borden s'est toutefois bien gardé d'imposer un correspondant de guerre canadien afin d'éviter toute interférence politique malgré les atermoiements de la *Canadian Press Ltd*. Les discussions entourant l'envoi d'un représentant canadien se déroulent à travers une ligne de communication impliquant le *War Office* à Londres, le Haut-commissariat du Canada à Londres et le bureau du Premier ministre à Ottawa. En attendant que la presse trouve un terrain d'entente, le gouvernement canadien autorise l'envoi d'un rapporteur officiel.

### **Le témoin oculaire canadien**

Dès le début de mars 1915, William Maxwell Aitken (le futur Lord Beaverbrook) est envoyé auprès du quartier général expéditionnaire à titre de « témoin oculaire officiel » canadien. Il est investi du grade honoraire de lieutenant-colonel. Natif de l'Ontario mais ayant grandi au Nouveau-Brunswick, Max Aitken avait quitté le Canada en 1910 pour s'installer en Grande-Bretagne. Homme d'affaires prospère, il avait été élu comme député conservateur au parlement britannique en 1911. Dans un rapport qu'il soumettra plus tard au Premier ministre Robert Borden, Aitken explique ainsi sa fonction : « Je me suis entièrement consacré au travail de collecter l'information et d'écrire des rapports officiels et des articles en tant que "témoin oculaire" sur l'état de nos armées pour la presse canadienne et britannique »<sup>29</sup>. Avec l'appui du gouvernement canadien, Aitken a les coudées franches dans sa tâche de publicisation de l'effort de guerre canadien. Il jouit à ce propos d'une plus grande liberté que les correspondants britanniques et se permet de publier les noms des unités et des officiers contrairement aux règlements de la censure<sup>30</sup>. Cependant, le rapporteur officiel, attaché au quartier général, ne suit pas toujours les troupes au combat. Une grande partie de son travail consiste à colliger différents rapports et récits qui

arrivent du front. Les rapports du témoin officiel relèvent donc tant du témoignage oculaire que documentaire. Teintés de patriotisme et expurgés d'éléments alarmistes, ces rapports ne sauraient satisfaire une presse qui vit mal le sevrage des nouvelles du front.

Une première visite au front pour les correspondants de guerre est organisée à la mi-mars 1915. En l'absence d'un représentant canadien désigné par la *Canadian Press*, le Haut-commissaire du Canada à Londres Georges Perley demande au *War Office* d'envoyer Max Aitken qui se trouve déjà au front en qualité de « témoin oculaire ». La demande ayant été formulée à la dernière minute, Aitken ne réussit pas à prendre part à la visite du 16 mars. Au même moment, la presse canadienne fait état du premier engagement du Corps expéditionnaire canadien (CEC) qui participe à la bataille de Neuve-Chapelle. Le premier rapport des opérations de Max Aitken à titre de « témoin oculaire » parvient au ministère de la Milice à Ottawa le 26 mars 1915 et il est publié par les journaux canadiens le lendemain. Aitken rapporte entre autres l'arrivée des Canadiens dans les tranchées, la confiance du commandant en chef Alderson en ses hommes et la bonne tenue de l'artillerie à la bataille de Neuve-Chapelle : « À cette bataille, nos fantassins étaient prêts, au signal, à se lancer à leur premier assaut contre les Allemands, mais l'ordre ne vint pas »<sup>31</sup>.

La mise en action des troupes canadiennes fait certainement sentir l'absence de journalistes canadiens au front. Les journaux canadiens exercent à leur tour des pressions notamment auprès du bureau du Premier ministre Robert Borden pour envoyer leurs correspondants sur le front. Entre autres, le *Montreal Daily Star* insiste pour faire accréditer son correspondant Roland Hill. Il est certes frustrant pour le *Montreal Daily Star* de voir le représentant américain Frederick Palmer parler des Canadiens dans les tranchées alors que Roland Hill est tenu loin du front. Néanmoins, cette situation perdure tant que la presse canadienne ne parvient pas à désigner un représentant. En avril 1915, encore une fois à la demande du Haut-commissaire George Perley, le *War Office* permet à W. L. Griffith, secrétaire au Haut-commissariat du Canada à Londres, d'effectuer une visite au front à titre de représentant du Canada. Aucun correspondant canadien ne couvrira la bataille de Neuve-Chapelle et le premier visiteur canadien envoyé pour rapporter les nouvelles du front a été un officiel du gouvernement. Même si un correspondant canadien avait été au front, il n'aurait rien vu des combats. Les quatre correspondants britanniques qui participaient à la visite de mars ont été tenus loin des combats de Neuve-Chapelle<sup>32</sup>. Il faudra attendre le mois de septembre 1915 pour voir les premiers correspondants de guerre canadiens prendre part à une visite au front.

## Les correspondants de guerre au front

En mai 1915, les autorités britanniques desserrent l'étouffement sur les correspondants de guerre considérés jusque-là comme des parias et le *War Office* accepte finalement de les accréditer auprès de l'état-major de la force expéditionnaire britannique sous le commandement du général John French. Six correspondants arrivent au quartier général de l'armée britannique en juin et s'installent dans leur camp de presse situé dans le village de Tatinghem non loin du QG à Saint-Omer. Dans une correspondance adressée au Haut-commissaire canadien George Perley, Reginald Brade, le secrétaire permanent du *War Office*, explique que le groupe des six correspondants accrédités comprend quatre représentants de la presse londonienne, un représentant de la *Press Association* et de l'agence *Reuters* pour le compte de la presse provinciale et un représentant de la presse américaine<sup>33</sup>. Reginald Brade rappelle par ailleurs que le nombre de journalistes admis devait rester strictement limité selon les vœux du commandant en chef. Malgré les réticences du commandement, les journaux et les agences peuvent de temps en temps effectuer une rotation de leurs correspondants.

Les correspondants de guerre doivent porter l'uniforme militaire et des brassards d'identification. Tous leurs déplacements en zone de guerre doivent être étroitement surveillés par des officiers accompagnateurs (*conducting officers*) et leurs reportages sont scrutés par des censeurs militaires avant d'être acheminés aux journaux. L'armée offre aux journalistes quartiers et rations ainsi que les moyens de transport et de communication. Si une poignée de correspondants de guerre sont finalement acceptés, les autorités militaires restent néanmoins méfiantes et exhortent les censeurs à distraire les correspondants et à leur « faire perdre du temps »<sup>34</sup>.

Fin septembre 1915, les correspondants canadiens basés à Londres ont finalement l'occasion de visiter le front sur l'invitation du *War Office*. La visite en deux groupes a été planifiée par le colonel Max Aitken, le représentant officiel canadien attaché au quartier général en campagne. Le premier groupe de correspondants canadiens qui se rend au front le 11 septembre comprend Roland Hill (*Montreal Daily Star*, *Toronto Daily Star*), John Kidman (*Montreal Gazette*), Britton B. Cooke (*Toronto Globe*), Walter A. Willison (*Toronto Evening News*), Douglas Robertson (*Toronto Evening Telegram*) et Thomas T. Champion (*Canadian Associated Press*). Les six journalistes arrivent à Boulogne avant de se diriger vers le quartier général britannique. Le lendemain, ils sont reçus au quartier général canadien par le général Alderson et ont l'occasion de visiter les troupes canadiennes dans les tranchées. Le second groupe suit le 15 septembre. D'une durée de quelques jours et étroitement encadrées, les visites au front ne permettent

pas aux correspondants de voir grand chose. Deux autres groupes de correspondants canadiens visiteront le front les 7 et 28 février 1916. Ces visites vont continuer tout au long de la guerre à un intervalle de trois mois et vont plus tard s'ouvrir aux femmes<sup>35</sup>.

À l'automne 1915, les fonctions de Max Aitken à titre d'*Eyewitness* canadien cessent. Les journaux de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande avaient réussi à s'entendre pour envoyer des représentants au front mais le Canada n'avait toujours pas son représentant. Aitken cherche alors à continuer ses fonctions de témoin oculaire mais les autorités militaires refusent sa demande, lui soulignant que les messages des correspondants accrédités seront acceptés aussi longtemps qu'ils ne sont pas contraires à l'intérêt public<sup>36</sup>. Cependant, Max Aitken continue d'envoyer les nouvelles de la guerre au Canada. Le 1<sup>er</sup> septembre 1915, Aitken établit un service de communiqués hebdomadaires qu'il transmet au gouvernement du Canada pour être distribué à la presse au pays<sup>37</sup>. Il est assisté dans cette tâche par le colonel Sims, le capitaine Roberts et le lieutenant Bradley. Le communiqué hebdomadaire canadien est également distribué à la presse britannique et américaine.

En janvier 1916, Max Aitken lance les activités du *Canadian War Records Office* [CWRO] (Bureau canadien des archives de guerre) chargé de documenter les activités des troupes canadiennes au front<sup>38</sup>. Avec une subvention de 25 000 \$ consentie par le gouvernement canadien, le CWRO emploie un personnel de 11 officiers et 17 soldats en Grande-Bretagne et en France. Selon Aitken, ce service sous sa gouverne veut répondre à la fois « à la demande insistante pour les nouvelles immédiates » et « à l'appel fort pour la compilation adéquate de chaque fragment sur le corps canadien de la campagne »<sup>39</sup>. Aitken précise que la volonté de pourvoir à la demande grandissante d'information ne manque pas mais que la censure reste un obstacle. Si le Bureau canadien des archives de guerre est créé formellement en janvier, le travail de compilation des archives canadiennes avait commencé plus tôt. À partir des premiers journaux de guerre recueillis auprès des unités canadiennes et de documents officiels fournis par le *War Office*, Aitken rédigea le premier volume de *Canada in Flanders* (*Les Canadiens en Flandre*) où il rapporte notamment les engagements de Neuve-Chapelle, d'Ypres, de Festubert et de Givenchy. À partir d'avril 1916, le Bureau canadien des archives de guerre s'attachera les services d'un photographe et d'un cameraman. Le capitaine Harry Edward Knobel sera le premier photographe du CWRO suivi en août 1916 par le lieutenant William Ivor Castle tandis que le lieutenant F. O. Bovill sera le premier cameraman prenant notamment des images de Courcellette<sup>40</sup>.

Durant la Première Guerre mondiale, la censure des photographies est très stricte. Dans la première division canadienne, un ordre opérationnel de mars 1915 proscrit l'usage d'appareils photographiques aux officiers et soldats de toutes les unités<sup>41</sup>. Plus tard, l'embauche du photographe et du cameraman canadiens sera autorisée par le *War Office*. Dans son rapport, Aitken dit que les images des Canadiens avaient été distribuées à la presse dans tout l'Empire britannique. Il faut souligner cependant que la censure empêchait la publication des photographies susceptibles de renseigner l'ennemi ou celles montrant la réalité cruelle de la guerre. La présence des photographes sur le front est d'abord liée à une raison archivistique. «Les événements et les hommes peuvent passer mais les plaques photographiques restent durant des années sous forme de document indélébile»<sup>42</sup> note Aitken. À cet égard, deux photographes militaires britanniques avaient été autorisés au début du conflit pour documenter l'histoire de l'armée britannique. Tout autre photographe qui devait s'aventurer sur le front risquait le peloton d'exécution<sup>43</sup>. William Chandler, un photographe du *Montreal Standard* a réussi à se rendre en France au moment où le contingent canadien a traversé la Manche, mais il sera arrêté et renvoyé en Grande-Bretagne. Il faut souligner également la manipulation des photographies censées montrer la réalité des tranchées mais qui sont en réalité l'objet de mises en scène<sup>44</sup>.

### **Le désaccord continue**

Le 20 juillet 1916, Charles O. Knowles, le directeur de la *Canadian Press Limited*, écrit au Premier ministre Robert Borden pour réclamer l'accréditation des journalistes canadiens auprès des forces canadiennes. La proposition de Knowles est d'envoyer deux correspondants au front qui seraient remplacés sur une base rotative. La *Canadian Press Limited* offre à chaque correspondant une allocation de 40 \$ par semaine et propose au gouvernement de prendre en charge les frais de subsistance et les frais de transport ainsi que les coûts de transmission des reportages par câble et par télégraphe<sup>45</sup>. Les reportages doivent être transmis au bureau de la *Canadian Press Limited* et ensuite distribués à ses journaux affiliés partout au Canada. Sur le front, les correspondants de guerre canadiens relèveraient du Bureau canadien des archives de guerre sous la direction d'Aitken.

Le plan mis de l'avant par Knowles n'est pas accueilli favorablement par tous. À Londres, le Bureau canadien des archives de guerre a sur la table une autre proposition consistant à envoyer les correspondants canadiens basés dans la capitale britannique à raison d'un séjour mensuel chacun. Ce second plan est reçu au bureau du Premier ministre Borden le 4 octobre sous

la forme d'un télégramme envoyé par Max Aitken. La proposition d'Aitken est soutenue par A. F. Crandall, le directeur du *Montreal Daily Star* qui s'oppose au plan de Knowles<sup>46</sup>. Certes, ce désaccord n'est pas de nature à faciliter les choses mais le principal obstacle au plan de Knowles reste l'opposition du *War Office* à permettre l'envoi au front de plus d'un correspondant canadien. Les discussions concernant l'envoi d'un correspondant canadien au front vont continuer jusqu'en janvier 1917.

Du début de la guerre au début de l'année 1917, deux ans et demi se sont écoulés sans qu'il y ait un correspondant de guerre canadien dûment désigné pour représenter la presse canadienne. Durant toute cette période, le gros des nouvelles du front qui sont parvenues au pays était constitué de rapports du témoin oculaire, de communiqués officiels, de reportages des quelques correspondants étrangers accrédités et de lettres de soldats publiées par la presse. Les lettres des soldats contiennent des informations de première main sur les conditions dans les tranchées et les journaux qui parviennent à les obtenir les publient largement<sup>47</sup>. Certaines de ces lettres sont d'ailleurs envoyées par d'anciens journalistes qui se sont enrôlés<sup>48</sup>.

Pour les journaux canadiens, l'absence de leurs propres correspondants de guerre crée une forte pénurie de nouvelles à saveur locale. De l'avis même de George Perley, l'ancien Haut-commissaire devenu ministre canadien de la Milice outre-mer, le Canada reçoit à ce moment-là de maigres nouvelles du front<sup>49</sup>. La participation des Canadiens à la bataille de la Somme est rapportée notamment par le correspondant de guerre britannique Philip Gibbs. Au lendemain de la prise du village de Courcellette par les Canadiens, tous les journaux publient les reportages élogieux de Gibbs: «BOYS OF QUEBEC ASSAULTED LIKE WOLVES HUNTING»<sup>50</sup>, «SPLENDIDES TÉMOIGNAGES D'HÉROÏSME À L'ADRESSE DES CANADIENS-FRANÇAIS»<sup>51</sup>, «Story of Victory Will Thrill Canada»<sup>52</sup>. «CANADIANS TOOK HUN BY SURPRISE AT COURCELETTE»<sup>53</sup> rapporte de son côté le *Montreal Daily Star* dans une dépêche du correspondant américain Frederick Palmer avec les bataillons canadiens.

Les Canadiens s'illustrent sur le champ de bataille mais il n'y a pas de correspondant de guerre canadien pour raconter leurs faits d'armes. Impatients d'obtenir leur accréditation, les journalistes canadiens basés à Londres exhortent continuellement les autorités à régler rapidement cette question. Par ailleurs, l'absence d'une couverture journalistique constitue un handicap à la publicisation de l'effort de guerre canadien nécessaire notamment au recrutement militaire. Dans une lettre qu'il écrit à Albert Edward Kemp, le ministre canadien de la Milice, le major W. S. Dinnick, commandant du 109<sup>e</sup> Régiment de Toronto et organisateur pour les campagnes du Fonds patriotique canadien affirme: «La population a faim,



avide de comptes rendus officiels détaillés. Il y a peu d'efforts pour secouer l'imagination du public ou pour alimenter le feu patriotique. Une grande partie de l'apathie pour la guerre qui est terriblement présente au Canada est due au fait que nos hommes tombent dans un vide officiel de 3 000 milles»<sup>54</sup>. Kemp transmet alors la lettre de Dinnick à George Perley, son homologue outre-mer, et mentionne également que les reportages comme ceux du correspondant de guerre anglais Philip Gibbs ont beaucoup suscité l'intérêt du public canadien et que « ces articles aident au recrutement »<sup>55</sup>. Un mémorandum accompagnant la lettre précise que le reportage de Gibbs sur l'exploit du 22<sup>e</sup> Bataillon à Courcellette a fait plus pour allumer l'ambition et l'imagination des Canadiens français au Québec que des tonnes d'écrits les incitant à traverser et à combattre. Au début de la guerre, les autorités britanniques s'étaient également inquiétés des conséquences sur le recrutement d'une censure sévère, avec comme corollaire l'absence de correspondants de guerre au front<sup>56</sup>.

Devant l'impossibilité de trouver une formule convenable pour l'ensemble de la presse canadienne – dans les limites permises par le *War Office* – le gouvernement tente d'envoyer un militaire comme correspondant. À la mi-janvier 1917, le ministre de la Milice et de la Défense à Ottawa propose le capitaine Johnson McAdams pour s'acquitter de la tâche. La nomination du capitaine McAdams est vite abandonnée car les autorités françaises interdisent strictement le recours aux officiers militaires à titre de correspondants de presse<sup>57</sup>. Kemp propose par ailleurs que le gouvernement accorde au correspondant canadien un rang de major et un salaire équivalent à ce rang au sein du Corps expéditionnaire canadien à raison de 10 \$ par jour. Le plan Kemp prévoit aussi que le gouvernement prenne en charge des frais limités à 400 \$ par semaine pour la transmission par câble des dépêches du correspondant<sup>58</sup>.

## Le dénouement

Le 6 février 1917, le conseil d'administration de la *Canadian Press Limited* réuni à Montréal désigne finalement Stewart Lyon, le rédacteur en chef du *Toronto Globe* pour représenter la presse canadienne au front. Sept journaux sont représentés à cette réunion : le *Toronto Globe*, le *Montreal Daily Star*, le *Montreal Gazette*, *Le Devoir*, *l'Ottawa Journal*, le *Manitoba Free Press* et le *Halifax Chronicle*. Durant le vote, Stewart Lyon a devancé J. F. B. Livesay de la *Western Associated Press* et Wilfrid E. Playfair du *Montreal Daily Star*. Né à Port Glasgow en Écosse, Stewart Lyon était arrivé au Canada en 1886 avant de rejoindre le quotidien torontois en 1888. D'abord affecté aux affaires municipales puis correspondant parlementaire à

Ottawa, Lyon était devenu rédacteur en chef en 1915. Depuis le début de la Grande Guerre, un résumé quotidien des nouvelles de guerre était publié dans les pages du *Toronto Globe* sous la plume de Lyon. La *Canadian Press Limited* décline le partage des coûts avec le gouvernement et choisit de prendre en charge tous les frais du correspondant de guerre au front. Cette décision prouve la volonté de la presse canadienne de couvrir la guerre de manière indépendante et non sous l'aile du gouvernement.

Le 6 mars 1917, le premier correspondant de guerre canadien accrédité de la Grande Guerre quitte la Grande-Bretagne pour rejoindre le front Ouest. À son arrivée en France, Stewart Lyon est temporairement accueilli dans la zone du Corps canadien car les arrangements nécessaires pour son accréditation auprès du camp de la presse n'avaient pas été conclus avec le *War Office*. Choisi par les membres de la *Canadian Press Limited* avec l'aval du gouvernement, Lyon représente son association et ne relève pas du Bureau canadien des archives de guerre. Cependant, avant que Lyon ne soit en ordre avec le *War Office*, le Bureau canadien des archives de guerre, sur recommandation de George Perley, assiste Lyon en lui prêtant une voiture de fonction. Par la suite, le *War Office* acheminera une voiture à Stewart Lyon comme à tous les autres correspondants de guerre au coût de 11 \$ par semaine.

Le 10 avril 1917, Stewart Lyon rapporte une grande offensive et un succès retentissant des troupes canadiennes à Vimy : «La crête de Vimy a été prise. La plus forte position défensive de l'ennemi sur le front Ouest a été capturée par l'armée de Sir Douglas Haig, et le Corps canadien a reçu une place d'honneur [...]»<sup>59</sup>. Pour le ministre de la Milice Albert Edward Kemp, la victoire de Vimy est aussi une bonne occasion de lancer un appel au recrutement :

Une si vaillante victoire qui sera inscrit [sic] au grand livre des épopées militaires de notre pays sera vraiment un encouragement et une inspiration pour les jeunes Canadiens qui ne sont pas encore enrôlés malgré l'appel de leurs camarades qui sont au front, et ces jeunes gens s'empresseront de prouver, par leur enrôlement immédiat, qu'ils se rendent compte jusqu'à quel point leurs libertés sont en jeu dans le grand conflit européen<sup>60</sup>.

Stewart Lyon doit soumettre ses reportages et ses lettres à la censure avant toute publication. Par deux fois, Lyon a eu quelques difficultés à câbler à temps ses reportages au Canada. Selon le colonel Manley Sims du Bureau canadien des archives de guerre, les reportages destinés au Canada avaient été censurés doublement, au quartier général en France



et au *War Office* à Londres alors que les reportages des correspondants britanniques l'étaient seulement en France<sup>61</sup>. Cette allégation est réfutée par Reginald Brade, le secrétaire du *War Office*. Celui-ci explique à George Perley que le retard des articles de Lyon est dû au mode de paiement avec les compagnies de câble plutôt qu'à une situation de deux poids deux mesures car les reportages des correspondants accrédités sont acheminés au *War Office* et y sont tous soumis à une censure supplémentaire<sup>62</sup>. Les transmissions par câble étaient congestionnées et les correspondants canadiens ont souffert du peu de moyens de leur association par rapport à leurs concurrents étrangers plus nantis. Les compagnies de câble appliquaient deux taux différents : des taux commerciaux à 25 cents le mot permettant une transmission rapide et des taux à transmission plus lente applicable à la presse<sup>63</sup>. « Fréquemment, les dépêches des correspondants canadiens n'étaient pas acheminées avant que les agences ou les journaux américains n'aient écrémé l'information avec leurs câbles plus rapides »<sup>64</sup>.

Avec l'arrivée d'un correspondant de guerre canadien au front, Edward Kemp, le ministre de la Milice à Ottawa veut mettre fin à l'envoi des communiqués hebdomadaires par Max Aitken du Bureau canadien des archives de guerre. Pour Kemp, le communiqué envoyé à son ministère est essentiellement une revue de ce qui est déjà publié dans la presse<sup>65</sup>. George Perley, le ministre de la Milice à Londres, plaidera de son côté en faveur de la prolongation des rapports d'Aitken, arguant de l'utilité du communiqué dans les communications officielles du gouvernement. « Je sais que les reportages qui sont envoyés par M. Lyon sont beaucoup plus complets et plus intéressants mais après tout, ils ne sont en aucune façon officiels et ne pourraient pas vous être utiles pour répondre aux questions en Chambre »<sup>66</sup> écrit Perley à Kemp.

Après Vimy, Stewart Lyon rapporte notamment la progression des Canadiens vers la ville de Lens en juin et la bataille de la côte 70 au mois d'août. Après environ sept mois au front, Stewart Lyon retourne au Canada à la fin octobre 1917 pour reprendre ses fonctions à la rédaction du *Globe* de Toronto.

Pour remplacer Stewart Lyon à titre de correspondant de guerre canadien au front, la *Canadian Press Limited* avait nommé Walter A. Willison qui était correspondant du *Toronto Daily News*. Ce dernier est le fils de John Stephen Willison, le rédacteur en chef du *Toronto Daily News*. À ce moment, la *Canadian Press* vient de devenir un service national de distribution des nouvelles d'un océan à l'autre. Les associations de presse de l'Est et de l'Ouest du pays avaient scellé leur union créant la nouvelle entité le 1<sup>er</sup> septembre 1917.

Walter A. Willison arrive à Londres le 18 octobre, le jour même où Stewart Lyon prend son bateau en direction du Canada. Afin de ne pas laisser un vide au front, Lyon avait demandé à George Perley de permettre à Frederick A. McKenzie du *Toronto Daily Star* de le remplacer temporairement en attendant l'arrivée de Willison. Le quartier général canadien avait accepté d'accorder un passage temporaire à McKenzie mais son départ a été annulé in extremis avec l'arrivée de Willison à Londres.

Après avoir reçu son accréditation au *War Office*, Walter A. Willison se rend en France le 20 octobre. Il arrive à temps pour une grande offensive des troupes canadiennes qui viennent d'être transférées du secteur de Lens à celui d'Ypres. La toute première dépêche au front du nouveau correspondant de la *Canadian Press* coïncide avec la première attaque du Corps canadien dans la bataille de Passchendaele :

While not a major operation, this morning's attack will rank as one of the most historic incidents in the war in the history of the Dominion, for the battalions engaged advanced from practically the identical trenches held by Canada's veteran division on April 22, two and a half years ago, when the Germans launching their gas attack, captured St. Julien, and might have stormed through to the coast but for the desperately gallant fighting of the battered battalions of the Dominion<sup>67</sup>.

Le Corps canadien s'empare du village de Passchendaele le 6 novembre après des combats terribles dans un véritable borbier et cette bataille allait passer à l'histoire comme l'une des plus meurtrières de la Grande Guerre. Willison reste au front jusqu'en juin 1918 et retourne au Canada peu après.

La *Canadian Press* envoie alors John Frederick B. Livesay pour représenter les journaux canadiens au front. Livesay était jusque-là directeur de la *Western Associated Press* basée à Winnipeg. Né dans l'île de Wight en l'Angleterre, John Frederick B. Livesay était arrivé au Canada en 1895 à l'âge de 20 ans. Avant de diriger la *Western Associated Press* en 1907, il avait débuté sa carrière journalistique au *Winnipeg Tribune* (1903) et au *Regina Standard* (1905). En octobre 1915, il avait été nommé par le censeur en chef de la presse au Canada Ernest Chambers pour occuper les fonctions de censeur de la presse pour la région de l'Ouest. John Frederick B. Livesay arrive en France au mois d'août 1918. À ce moment-là, le Corps canadien lance une offensive à Amiens et Livesay y rapporte un record de progression en une seule journée et la capture de milliers de prisonniers allemands<sup>68</sup>. Livesay continue de couvrir les derniers mois de la guerre, rapportant entre

autres l'assaut canadien à Drocourt-Quéant et la percée de la ligne Hindenburg. Il célèbre la fin de la guerre à Mons, dernière ville prise par les Canadiens le jour de l'armistice. À son retour au Canada, Livesay publiera ses souvenirs de guerre dans *Canada's Hundred Days: with the Canadian Corps from Amiens to Mons, Aug. 8-Nov. 11, 1918*<sup>69</sup> et présidera aux destinées de la *Canadian Press* à partir de 1920.

## Conclusion

Durant la Première Guerre mondiale, on peut parler de mobilisation de l'information de guerre en se référant à la combinaison efficace entre la censure et la propagande. Cependant, il ne serait pas tout à fait approprié d'évoquer une mobilisation des correspondants de guerre pour couvrir la guerre totale. Les différents commandements des pays belligérants n'ont pas vraiment « fait appel » aux correspondants pour décrire les opérations des différentes armées malgré l'acceptation de la presse à se conformer à un certain nombre de règlements. Bannis du front dans les premiers mois de la guerre, tolérés difficilement à l'arrière, les correspondants ont été admis au front à reculons et le nombre des accréditations est resté très peu significatif. Tandis que Stewart Lyon, Walter A. Willison et John Frederick B. Livesay se relayaient au front pour rapporter les activités du Corps canadien, le gros des correspondants canadiens était retenu à Londres, pourvoyant les journaux des miettes glanées auprès des autorités et des soldats revenus du front.

Les correspondants de guerre de la Première Guerre mondiale ont adhéré au système de propagande mis en place par les belligérants et n'ont pas su s'en distancer de manière critique pour présenter à leurs lecteurs les conditions difficiles des tranchées et la réalité brutale et cruelle de la guerre. Les reportages des correspondants de guerre et les communiqués officiels largement reproduits dans les pages des journaux ont été le plus souvent caractérisés par l'édulcoration des faits. Le cadre général de la couverture journalistique de la guerre a été marqué par l'omission. Pas étonnant que le sénateur américain Hiram Johnson dise en 1917 que la première victime de la guerre est la vérité.

La question de l'information en temps de guerre s'exprime dans le rapport dialectique entre la capacité de nuisance de la presse au secret militaire et la capacité de contribution des nouvelles du front à l'effort de guerre. Ce rapport est un dilemme permanent pour les autorités militaires qui désirent éloigner les journalistes du front dans le but de préserver le secret de la conduite de la guerre mais qui souhaitent en même temps profiter de la force de la presse comme médium pour obtenir l'adhésion de l'opinion

et le succès de l'appel aux armes. Ce dilemme des autorités est doublé par celui des médias: «Le journaliste est alors pris au piège de la contradiction. Son éthique professionnelle le pousse à dire la vérité, mais les circonstances de la guerre le transforment en agent de propagande<sup>70</sup>».

Le système de contrôle de l'information durant la guerre 1914-1918 a été mis en place au pied levé. Certes, ce n'était pas la première fois que les correspondants de guerre avaient maille à partir avec les militaires, encore moins avec Lord Kitchener, mais la mise en opération d'un système d'une telle ampleur opéré par des censeurs et des agents de propagande constitue un événement fondateur. Les enseignements de la Grande Guerre en ce qui concerne l'encadrement de l'information de guerre serviront de modèle pour la nouvelle guerre mondiale en 1939-1945.

Au Canada, l'organisation chargée de surveiller les déclarations de la presse en temps de guerre a été une première en la matière. Au moment où les militaires reformaient la milice pour une armée professionnelle qui allait porter secours à l'Empire britannique, la presse canadienne allait désormais devoir composer avec la «milice de la censure». D'une manière générale, au pays comme au front, le système d'encadrement de l'information et le patriotisme des rédacteurs en chef et des correspondants de guerre ont permis de mobiliser l'opinion dans le but de soutenir l'effort de guerre du Dominion.

À la fin de la Grande Guerre, le Canada va continuer à peaufiner son système de contrôle de l'information de sorte que durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est une organisation arrivée à maturité qui verra le jour. En ce qui concerne les nouvelles du front entre 1939 et 1945, le Canada va opérer son propre service chargé d'encadrer les correspondants de guerre. Relents du vieux réflexe de 1914-1918, les quelques réticences de l'armée à accréditer les correspondants de guerre au début vont très vite s'estomper et laisser place à une politique alliant de manière efficiente censure et propagande et permettant l'intégration massive des journalistes au front pour la publicisation de l'effort de guerre canadien.

## Notes et références

1. Bibliothèques et Archives Canada [BAC], Fonds du ministère des Affaires extérieures [MAE], RG25, série B-1-b, vol. 149, dossier C 8/62, *The Secretary of State for the Colonies to the Governor General of Canada*, 13 août 1914.
2. *The Montreal Daily Star*, 19 août 1914, p. 2.
3. Colin Lovelace, «British Press Censorship during the First World War» dans George Boyce, James Curran et Pauline Wingate (dir.), *Newspapers History from the Seventeenth Century to the Present Day*, Coll. Communication and Society, London, Constable, 1978, p. 315.

4. Voir Colin Lovelace, *op. cit.*
5. Éditorial du *Daily Telegraph* repris par le *Toronto Star*, 19 août 1914.
6. Phillip Knightey, *The First Casualty: The War Correspondent as Hero and Myth-maker From the Crimea to Kosovo*, Prion Books, London, 2000, p. 93.
7. *The Montreal Daily Star*, 18 août 1914, p. 5.
8. Les premières dépêches sur l'arrivée du contingent canadien dans les eaux anglaises avaient été publiées prématurément le 8 octobre mais sans beaucoup de détails sur la traversée.
9. Dès 1904, le gouvernement du Canada, à la demande des autorités britanniques, avait approuvé un plan d'instauration de la censure de la télégraphie en cas de crise. La Grande-Bretagne avait mesuré l'importance de censurer les communications par câble durant la guerre des Boers (1899-1902) et voulait se doter d'un système qui deviendrait effectif dans tout l'Empire dès le début d'un conflit armé.
10. *The Globe*, 6 août 1914, p. 7.
11. Durant la guerre franco-allemande (1870-1871), un article du journal parisien *Le Temps* a révélé à l'État-major allemand la position des troupes commandées par le général Mac-Mahon: «Mac-Mahon a pris la direction de Metz...». (Georges-Roux, *La guerre de 1870*, collection «Les Grandes Études Historiques», Fayard, 1966, p. 107).
12. BAC, Fonds du ministère de la Défense nationale [MDN], RG24, vol. 2847, dossier HQC-3281, *Final Report of Chief Press Censor, Canada*, p. 4.
13. BAC, MDN, RG24, vol. 3883, dossier NSC 1029-6-5, *Memorandum on the Duties of The Press in War*.
14. BAC, MSE, RG6, série E, vol. 646, bobine T-753, dossier 205, Ernest J. Chambers, «Governing Principles of Censorship in Canada», *discours prononcé par le Censeur en chef du Canada devant la rencontre annuelle de la Canadian Press Association*.
15. BAC, MDN, RG24, vol. 2847, dossier HQC-3281, *Final Report of Chief Press Censor, Canada*, p. 5.
16. *Ibid.*, p. 8.
17. *Ibid.*, p. 18.
18. BAC, MSE, RG6, série E, vol. 645, bobine T-752, dossier 195, *Chief Press Censor to Divisional Intelligence Officer*, 23 août 1915.
19. BAC, MSE, RG6, série E, vol. 645, bobine T-752, dossier 195-2, *Chief Press Censor to District Intelligence Officer*, 29 octobre 1918.
20. Voir Duguid Archer Fortescue, *Histoire officielle de l'armée canadienne dans la Grande Guerre: 1914-1919*, Ottawa, E. Cloutier, vol. I, 1947, p. 111 et BAC, MSE, RG6, série E, vol. 645, bobine T-752, dossier 195, *Chief Press Censor to C. Langton Clarke*, 27 août 1915.
21. Voir BAC, MAE, RG25, vol. 1163, dossier 927, *Memorandum on the Official Press Bureau*, 1915.
22. BAC, RG24, Service central du quartier général de l'armée 1903, vol. 856, dossier H.Q. 54-21-12, *Extract from a letter dated Salisbury Plains, 31st January 1915, from a Staff Officer 1st Canadian Division*.
23. Duguid Archer Fortescue, *op. cit.*, p. 170.

24. Phillip Knightey, *op. cit.*, p. 93.
25. Dirigée par Charles O. Knowles, la *Canadian Press Limited* est l'ancêtre de l'agence *Canadian Press* (Presse Canadienne). Fondée en 1911, elle distribue les nouvelles nationales et internationales aux journaux canadiens par un service télégraphique et bénéficie d'une entente avec l'agence new-yorkaise *Associated Press*.
26. Jeffrey A. Keshen, *Propaganda and Censorship during Canada's Great War*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1996, p. 30.
27. C'est ce que suggère une correspondance du *Colonial Office* envoyé à Robert Borden dans BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 149, dossier C 8/62, *lettre à Robert Borden*, 16 juin 1916.
28. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Canadian Press Telegraph Service, lettre de C. O. Knowles à Robert Borden*, 25 juillet 1916.
29. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 266, dossier P5-48, *Report On the Joint Establishment of the Canadian Representative at the Front and the Canadian War Records submitted by Sir Max Aitken The Officer in Charge to Rt. Hon. Sir Robert Borden*, G.C.M.G.
30. Alan J. P. Taylor, *Beaverbrook*, Markham, Penguin Books, 1974, p. 127.
31. *Le Devoir*, 27 mars 1915, p. 6.
32. Martin J. Farrar, *News from the Front: War correspondents on the Western Front 1914-18*, Gloucestershire, Sutton Publishing, 1998, p. 52-54.
33. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 149, dossier C 8/62, *War Office à Sir George Perley*, 29 juin 1915.
34. Philip Gibbs, *Realities of War*, London, William Heinemann, 1920, p. 11.
35. En novembre 1916, McPherdan, la correspondante du *Toronto Daily Star* demandera à George Perley de permettre aux femmes de participer aux visites au front. Au départ, Perley expliquera qu'il est impossible d'obtenir la permission mais McPherdan soulignera le fait que les correspondantes britanniques pouvaient aller au front. Finalement, la permission sera accordée et le Bureau canadien des archives de guerre accueillera les correspondantes canadiennes. (BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 149, dossier C 8/62, *Memorandum on Press Arrangements for France*, p. 4.)
36. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Canadian War Records Office, Report submitted by the Officer in Charge to The Right Honourable Sir Robert L. Borden, K..C.M.G., M.P.*, 11 janvier 1917, p. 1.
37. BAC, MAE, RG25, série A2, vol. 266, dossier P5-48, *Report On the Joint Establishment of the Canadian Representative at the Front and the Canadian War Records submitted by Sir Max Aitken The Officer in Charge to Rt. Hon. Sir Robert Borden*, G.C.M.G.
38. Voir Tim Cook, «Immortalizing the Canadian Soldier: Lord Beaverbrook and the Canadian War Records Office in the First World War», dans Briton C. Busch (dir.), *Canada and the Great War: Western Front Association Papers*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 46-65.
39. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Canadian War Records Office, Report submitted by the Officer in Charge to The Right Honourable Sir Robert L. Borden, K..C.M.G., M.P.*, 11 janvier 1917, p. 7.
40. *Ibid.*, p. 6.



41. Peter Robertson, «Canadian Photojournalism during the First World War», *History of Photography*, vol. 2, no. 1, janvier 1978, p. 38.
42. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, Canadian War Records Office, *Report submitted by the Officer in Charge to The Right Honourable Sir Robert L. Borden, K.C.M.G., M.P.*, 11 janvier 1917, p. 6.
43. Phillip Knightley, *The First Casualty: The War Correspondent as Hero and Myth-maker From the Crimea to Kosovo*, Prion Books, London, 2000, p. 105.
44. Voir Peter Robertson, *op. cit.*, p. 43.
45. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance de C. O. Knowles à Robert Borden*, 20 juillet 1916.
46. Ce désaccord est relevé dans BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance de George Perley à A. E. Kemp*, 13 janvier 1917.
47. Le 18 mars 1915, le journal *La Presse* a publié la première lettre du lieutenant J. Adolphe Dansereau, officier signaleur des 48<sup>e</sup> Highlander et fils du directeur de *La Presse* Arthur Dansereau.
48. C'est le cas entre autres de H. R. Gordon du *Toronto Daily Star* enrôlé dans la 8<sup>e</sup> compagnie des *Queen's Own Rifles*.
49. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance de George Perley à A. E. Kemp*, 13 janvier 1917, p. 2.
50. *The Montreal Gazette*, 21 septembre 1916, p. 1.
51. *La Presse*, 21 septembre 1916, p. 1.
52. *The Globe*, 21 septembre 1916, p. 1.
53. *The Montreal Daily Star*, 22 septembre 1916, p. 5.
54. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance du major W. S. Dinnick à A. E. Kemp*, 26 décembre 1916.
55. *Ibid.*
56. Ce point de vue avait été exprimé par Bonar Law, le leader conservateur britannique dans un discours à la Chambre des communes en Grande-Bretagne. Voir *The Toronto Daily Star*, 26 novembre 1914, p. 5.
57. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 149, dossier C 8/62, *Memorandum on Press Arrangements for France*, p. 3.
58. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Office of the King's Privy Council for Canada, Ottawa, Canada*, 17 janvier 1917.
59. *The Globe*, 10 avril 1916, p. 1.
60. *La Presse*, 12 avril 1917, p. 1.
61. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance de Manley Sims à George Perley*, 16 avril 1917.
62. *Ibid.*
63. Mark Edgar Nichols, *CP The Story of the Canadian Press*, Toronto, The Ryerson Press, 1948, p. 148.
64. *Ibid.*
65. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance d'Edward Kemp à George Perley*, 15 juin 1917.
66. BAC, MAE, RG25, série B-1-b, vol. 269, dossier P6-73, *Correspondance de George Perley à Edward Kemp*, 11 juillet 1917.
67. *The Toronto Globe*, 27 octobre 1917, p. 1.
68. *The Montreal Gazette*, 12 août 1918, p. 1.

69. Publié en 1919 chez Allen, Toronto.
70. Christian Delporte, « Journalistes et correspondants de guerre », dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 717-728, p. 717.